Mandat du

Comité ad hoc sur le recouvrement des avoirs criminels (CAHREC)

Établi par le Comité des Ministres en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe et conformément à la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Catégorie : Comité *ad hoc*

Durée : 1^{er} janvier 2024 - 31 décembre 2025

Programme : xxx

Sous-programme : xxx

Missions principales

Sous l'autorité du Comité des Ministres [et du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)], le CAHREC est chargé :

- i. d'assurer le suivi des décisions pertinentes prises lors du 4^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement (Reykjavik, 16-17 mai 2023)¹, en particulier de contribuer à la mise en œuvre des grandes priorités stratégiques relatives à son domaine spécifique de compétence, tel que défini dans le Cadre stratégique du Conseil de l'Europe, et de tenir compte des principales constatations et des défis exposés à ce sujet dans le rapport 2023 de la Secrétaire Générale sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, intitulé « Invitation pour un nouvel engagement en faveur des valeurs et des normes du Conseil de l'Europe » ;
- ii. de préparer un projet de protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE 198), ainsi qu'un projet de rapport explicatif, qui comprend, entre autres, les éléments suivants :
 - des dispositions visant à renforcer la certitude et la cohérence dans le partage des avoirs confisqués entre les États parties ;
 - des dispositions visant à assurer la transparence, la responsabilité et la confiance du public dans la gestion des avoirs confisqués et rapatriés ;
 - des dispositions visant à faciliter l'introduction de procédures de confiscation sans condamnation et la reconnaissance mutuelle de ces procédures ;
 - toute autre disposition qu'il juge importante pour renforcer la coopération entre les Parties concernant l'identification, le recouvrement et le partage des avoirs.
- iii. de tenir compte, dans l'accomplissement de cette tâche :
 - des normes du Conseil de l'Europe en matière de droits humains et d'État de droit, de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que des meilleures pratiques des États membres et d'autres organisations et initiatives internationales ;
 - des travaux antérieurs et en cours dans ce domaine du Conseil de l'Europe et des organisations internationales et supranationales pertinentes, notamment de l'Union européenne, des Nations unies, du Groupe d'Action financière (GAFI), ainsi que des constats des mécanismes de suivi pertinents, notamment la Conférence des Parties à la Convention STCE n° 198, MONEYVAL et le GAFI ;
- iv. d'entreprendre des consultations régulières avec la Conférence des Parties à la Convention STCE n° 198 et le CDPC, et lorsque nécessaire, avec d'autres comités du Conseil de l'Europe et instances internationales ;
- v. de veiller à une approche intégrée des perspectives suivantes dans l'exécution de ses tâches : le genre, la jeunesse, les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées et les questions relatives aux Roms et Gens du voyage² ;
- vi. le cas échéant, de contribuer à bâtir des sociétés cohésives et à renforcer le rôle et la participation effective de la société civile dans ses travaux ;
- vii. de contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et d'examiner les progrès réalisés à cet égard, en particulier pour ce qui concerne l'objectif 5 : Égalité entre les sexes, l'objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces.

Principal livrable

Sous l'autorité du Comité des Ministres [et du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)], le CAHREC est chargé de produire le livrable suivant dans les délais indiqués :

	Catégorie ▼	Délai ▼
1. Projet de protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE 198) ainsi qu'un projet de rapport explicatif y afférent.	E	31/12/2025
Légende : A : livrable prévu dans le document final du 4 ^e sommet B : livrable prévu par une convention		

¹ xx

² xx

C : livrables en cours de préparation (mandat 2022-2023 ou décision du Comité des Ministres) / livrable prévu dans le mandat provisoirement approuvé pour 2024-2025 et revu le cas échéant
D : examen de la mise en œuvre/ réexamen prévu par la recommandation/ protocole/ convention
E : nouveau livrable

Composition

• Membres

Les gouvernements des États membres et le Maroc sont invités à désigner un ou plusieurs représentants possédant une expertise reconnue dans le domaine du recouvrement et de la gestion des avoirs criminels et, de préférence, une expérience préalable de la négociation d'instruments juridiques internationaux.

Le Conseil de l'Europe prendra en charge les frais de voyage et de séjour d'un représentant par État membre (deux pour l'État dont le représentant a été élu à la présidence). Les États membres peuvent envoyer d'autres représentants sans défraiement.

Chaque membre du Comité dispose d'une voix. Si un gouvernement désigne plusieurs membres, un seul d'entre eux peut participer au vote.

Participants

Peuvent envoyer des représentants sans droit de vote et à la charge de leurs budgets administratifs respectifs :

- l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;
- le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ;
- la Cour européenne des droits de l'homme ;
- la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ;
- la Conférence des OING du Conseil de l'Europe ;
- le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) ;
- le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) ;
- le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL) ;
- la Conférence des Parties à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198) ;
- des comités ou d'autres organes du Conseil de l'Europe participant à des travaux similaires, le cas échéant.

Peuvent envoyer des représentants sans droit de vote ni défraiement :

- l'Union européenne (un ou plusieurs représentants, y compris, le cas échéant, de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération policière (Europol), l'Agence de l'Union européenne pour la coopération en matière de justice pénale (Eurojust)) ; le Parquet européen (EPPO) ;
- les États observateurs auprès du Conseil de l'Europe : Canada, Saint-Siège, Japon, Mexique, États-Unis d'Amérique ;
- d'autres organisations et organismes internationaux, notamment : le Groupe d'action financière (GAFI), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Direction exécutive du contre-terrorisme des Nations unies (CTED), l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI).

• Observateurs

Peuvent envoyer des représentants sans droit de vote ni défraiement :

- d'autres États ayant été invités par décision du Comité des Ministres à participer aux négociations.

Le statut d'observateur peut être demandé conformément à l'article 8 de la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Méthodes de travail

Le règlement intérieur du Comité est régi par la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Réunions plénières ▼			
	Membres dont la présidence	Réunions par an	Jours par réunion
2024	48	3	3
2025	48	3	3

Le CAHREC désignera en son sein jusqu'à 5 Rapporteurs sur les perspectives intégrées, dont un Rapporteur sur l'égalité de genre.

Le-la président-e du comité ad hoc sera invité-e à assister aux réunions du CDPC et de la Conférence des Parties de la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE 198) et de leurs bureaux respectifs pour les informer de l'avancement de ses travaux.

Informations budgétaires *

	Réunions par an	Jours par réunion	Membres remboursés	Plénière en K €	Bureau en K €	Groupes de travail en K €	Secrétariat (A, B)
2024	3	3	47				
2025	3	3	47				

* Les coûts incluent les indemnités journalières de subsistance, les frais de voyage, l'interprétation, la traduction et l'impression des documents. Ils sont calculés sur la base des coûts standards.